



AMBASSADE DE SUISSE

*BRE*

R.P. No 41 / ZI

Paris, le 10 décembre 1986

Force et fragilité de la Ve République

La Ve République joue décidément de malheur avec ses écoles. Cette crise quasi permanente, tantôt larvée et tantôt ouverte, est sans doute révélatrice d'une rigidité des structures éducatives, mais aussi d'un mal de société plus profond. Une telle situation endémique appelle plus d'une observation :

1° C'est trop peu dire que l'Université française souffre à la fois d'une rigidité congénitale et de laxisme dans les conditions d'admission. Ses structures, fondées sur un modèle centralisé et uniforme, se révèlent en tout cas dangereusement inadaptées aux nécessités de l'heure et plus particulièrement aux exigences du marché de l'emploi. La sanction de cet état de choses est dramatique : un étudiant sur trois ou quatre ne trouve pas de travail en sortant de l'Université. (En Allemagne, la proportion est de un sur douze). Cette peur latente du lendemain constitue la motivation profonde de l'inquiétude qui étreint pratiquement toute une génération. Malheureusement, les premiers en cause, lycéens et étudiants, ne saisissent pas l'avantage que leur offrirait une rénovation de l'enseignement supérieur dans le sens d'une plus grande autonomie des universités en même temps qu'une plus souple et plus efficace orientation de leurs études.

2° Le fait est que tout projet de réforme suscite d'entrée de cause la suspicion des étudiants. Il y a plusieurs explications à ce phénomène. La première est toute simple : en France, décidément, la consultation, ça ne marche pas. La communication, pas davantage. Ainsi, la très timide loi Devaquet, qui avait été vidée de sa substance au cours des derniers mois, fut ressentie comme réglementation autoritaire faute d'avoir été expliquée et discutée au préalable avec ceux qui sont les principaux intéressés.

3° Mais il existe sans doute une raison plus grave au malaise étudiant, une raison philosophique. Je veux parler du mythe de la fausse égalité, répandu surtout par l'idéologie chère à l'ancien gouvernement. Tout le monde, mais d'abord les élèves du secondaire en ont été bercés. Au contact avec la réalité des choses et des êtres, ils découvrent en entrant dans la vie qu'il s'agit d'un leurre. Ils s'aperçoivent alors qu'une sélection est naturelle et indispensable. Or, ce mot tabou agit comme le torchon rouge devant les jeunes en ébullition. D'autant plus que le projet de loi incriminé prévoyait une maladroite augmentation

- 2 -

des frais d'inscription, ce qui a permis à certains de parler, abusivement, d'une sélection par l'argent.

4° Un autre trait des mouvements estudiantins en France est bien sûr leur soudaineté et la nature imprévisible de leurs prolongements au-delà de l'université. Certes, je l'ai relevé, le bouillonnement ne date pas d'aujourd'hui. Mais l'explosion prend régulièrement la classe politique de court. (Jacques Chirac ne m'a-t-il pas confié un jour que devant le calme de l'horizon il avait choisi mai 68 pour une cure médicale).

5° Mais la caractéristique la plus paradoxale des manifestations d'étudiants à Paris réside dans le danger qu'elles font courir à l'ordre public, voire à la stabilité des institutions. En fait, le pouvoir lui-même se trouve rapidement en première ligne du feu. Il y a plusieurs explications à ce phénomène: à la différence des rassemblements organisés par les syndicats de toutes catégories, les cortèges d'étudiants sont bien moins structurés et les participants, en raison de leur émotivité, plus enclins aux débordements et davantage exposés aux manipulations et récupérations de toutes sortes. Il faut ajouter encore à ces considérations le mur d'incompréhension qui sépare élèves des écoles et policiers.

6° Ces considérations ont abouti à la plus sérieuse crise politique depuis l'accès au pouvoir du gouvernement Chirac. A certains moments, après les heurts qui se sont produits quotidiennement depuis jeudi dernier, la situation était devenue "insaisissable", pour reprendre les mots mêmes du Général de Gaulle en mai 1968. Devant la tournure que prenaient les événements, qui s'aggravaient quasiment d'heure en heure, face à une majorité réticente et qui donnait d'ailleurs des signes de division de plus en plus accusés et à une opinion publique souvent hostile et d'ailleurs soumise à un conditionnement, voire à un matraquage médiatique sans précédent, le gouvernement et Jacques Chirac ont dû reculer précipitamment. Pendant ce temps, le Sphinx de l'Elysée observait un silence de plus en plus lourd de signification. Tantôt par une fuite organisée par les services de la Présidence, tantôt par quelques propos sybillins, le Chef de l'Etat, véritable statue du Commandeur, marquait sa position: non aux violences, ce qui signifie: celles de la police. Puis des doutes furent savamment distillés sur le bien-fondé de la loi Devaquet. Enfin, quand le Premier Ministre eut retiré le texte litigieux, l'Elysée laissait entendre que c'était sur les conseils, puis à la demande du Président. Enfin, une solidarité ouvertement marquée à l'adresse des manifestants. En bref, un beau travail de sape.

7° Toutes ces péripéties ont indéniablement entamé l'autorité du Premier Ministre. Il est apparu tout au long de la crise imprévoyant, inhabile à maintenir la cohésion de sa majorité et même de son ministère, impuissant à résister aux empiètements sournois du Président de la République et surtout

- 3 -

hésitant sans cesse entre la fermeté et les concessions en forme de capitulation. Il est clair que sa crédibilité de présidentiable s'en trouve fâcheusement entamée.

8° Au surplus, Jacques Chirac ne doit pas seulement se défendre vis-à-vis de l'opposition et du Président de la République. Il doit également se prémunir contre un autre Commandeur, qui l'observe avec un silence goguenard : Raymond Barre. La "cohabitation", du moins sous sa forme tranquille, est en effet elle aussi victime des derniers événements. "Vous le constaterez, me confiait l'ancien Premier Ministre, dès que se produit une crise, il devient impossible de gouverner entre un Président qui tire à hue et un ministère qui tire à dia".

9° Je vois également une autre victime de tout ce gâchis. Je pense à la capacité pour la France de réformer ses structures, notamment universitaires, de se moderniser, c'est-à-dire d'être suffisamment compétitive pour affronter les défis des temps actuels. De telles réformes supposent un minimum de consensus national. Or, on voit bien qu'un monôme d'étudiants suffit à le faire voler en éclats.

L'Ambassadeur de Suisse :

  
(Ziegler)